

## Heurs et malheurs des ressources naturelles en Amazonie brésilienne

Catherine AUBERTIN\*

L'expression *ressource naturelle renouvelable* s'est imposée comme un des concepts clés dans les débats concernant l'environnement. Pourtant, son acception n'a rien d'universel. On sait que la *ressource* est une production culturelle des sociétés qui en ont l'usage. Le qualificatif *naturel* renvoie, quant à lui, à l'opposition vivant/non vivant, mais aussi à l'opposition nature/culture. Enfin, le mot *renouvelable* s'applique à des espèces dont la capacité de reproduction s'apprécie en fonction des actions humaines. Tous ces termes permettent de larges débats...

Le caractère idéologique de l'expression ne se réduit cependant pas à sa composition sémantique. Il s'affirme également dans la poursuite de réflexions, aux visées plus politiques que philosophiques, sur la codification des pratiques et des responsabilités des diverses sociétés au sein du processus de développement économique planétaire. Il ne s'agit plus alors de savoir si telle ou telle espèce correspond à la définition, mais de savoir qui devra payer pour l'utiliser ou la préserver.

Cet article met en question le concept de *ressource naturelle renouvelable* à partir d'un rappel historique de l'exploitation de quelques ressources de l'Amazonie brésilienne. Selon les périodes, une espèce biologique, un élément, voire une représentation des relations entre les hommes et la nature, est identifiable comme ressource. Cette ressource est alors très clairement liée au développement des techniques, à une demande économique, à une volonté politique et à une représentation idéologique. Elle est l'agent d'un mode d'aménagement du territoire et d'organisation sociale. Elle fait l'objet d'un contrôle biologique et social.

Nous présenterons quatre périodes significatives de l'apparition de ressources déterminées en Amazonie brésilienne (fig. 1) : l'époque coloniale des Indiens et des *drogas*, l'épopée du caoutchouc, l'ouverture des « frontières de ressources » des années 60 à 80, enfin le moment actuel, où domine le souci de préservation de la biodiversité.

\* *Économiste, Orstom, Laboratoire des sciences sociales, 32, avenue Henri-Varagnat, 93143 Bondy cedex, France.*



FIG. 1. — Amazonie brésilienne.

## PEÇAS ET DROGAS DO SERTÃO

### La découverte

Avant même sa « découverte », l'Amazonie est un territoire virtuel, déjà approprié et objet de conflit. Le traité de Tordesillas (1494) implique que tout l'intérieur du Brésil actuel appartient à l'Espagne, la ligne de partage assurant au Portugal la seule maîtrise du littoral. Les Luso-Brésiliens attendront le XVII<sup>e</sup> siècle pour déloger les Hollandais, les Anglais et les Français de l'embouchure du fleuve Amazone et s'y installer. Belém n'est fondée qu'en 1616 alors que, en partant de Quito, l'Espagnol Francisco de Orellana avait déjà descendu l'Amazone à la recherche de cannelle et d'or en 1542.

Indépendamment du retard pris dans l'occupation du territoire, les ressources naturelles amazoniennes ne sont pas exploitées immédiatement. Deux principaux obstacles s'y opposent. Dans un premier temps, le Portugal impérial, maître alors de la route des Indes, interdit dans sa nouvelle colonie le commerce des *drogas do sertão*, les produits naturels de cueillette et de chasse de l'intérieur du Brésil, et demande même la destruction des espèces natives qui feraient ombrage à l'organisation du marché mondial. Ce n'est qu'à la perte de son empire asiatique que le Portugal se retourne vers sa colonie américaine (SIMONSEN, 1978 : 327). Le second obstacle réside dans le manque de force de travail. Les nécessités économiques de la colonisation, occupation mais aussi récolte des produits disséminés dans la forêt et dont l'accès dépend des voies navigables, exigent une main-d'œuvre abondante qui ne peut provenir que du travail forcé. C'est ainsi que l'Indien acquiert le statut de *ressource naturelle renouvelable en accès libre*. L'Indien fait partie de cette nature avec laquelle la société se pense alors en rupture<sup>1</sup>. Sa reproduction et son entretien en forêt ne nécessitent pas l'intervention de l'homme civilisé. Le stock est supposé inépuisable, à la portée de tous.

### Mise en esclavage et réduction du « bon sauvage »

Bien que les Indiens soient présentés dans les récits des voyageurs comme des « bons sauvages » dont on reconnaît tout de suite l'humanité, et que, dès 1570, le roi D. Sébastien signe le premier des nombreux décrets combattant l'esclavage des indigènes, la chasse à l'Indien est ouverte. Les *peças do sertão*, littéralement « pièces de brousse », vont être chassées systématiquement en Amazonie de 1650 à 1850.

Pourtant, l'Indien, « du fait de sa mentalité beaucoup plus en retard, n'avait pas soit la résistance physique, soit la compréhension de la nécessité du travail, d'où l'hécatombe humaine que représentait sa mise en esclavage » (SIMONSEN, 1978 : 132), d'où également le non-sens économique de celle-ci<sup>2</sup>. La non-rentabilité de l'exploitation de la ressource s'est traduite dans les prix, généralement fixés par les autorités, et a conduit le gouvernement et les planteurs à favoriser le remplacement des Indiens par des esclaves africains. L'Indien ne vaut que 4 à 70 mil-reis contre 50 à 300 mil-reis pour l'esclave noir. Alors que dans la plupart des régions du Brésil la main-d'œuvre servile est

<sup>1</sup> Serge MOSCOVICI (1974 : 248) rappelle que la coupure effective de la société vis-à-vis de la nature est une illusion. Poser la nature comme un état antérieur ou comme un double hétérogène de la société permet de définir l'autre comme objet. Pour une collectivité particulière, cela revient à justifier la soumission, l'exclusion, voire la destruction, d'une collectivité différente. Il s'agit d'une logique de domination dont tous les « sauvages » ont fait les frais.

<sup>2</sup> Pour une analyse de la reproduction sociale et la non-aptitude des Indiens à l'esclavage, voir GEFFRAY, à paraître.

remplacée par les esclaves noirs, en Amazonie, où les colons sont plus pauvres et plus isolés, la chasse aux pièces de brousse s'intensifie au fur et à mesure de l'occupation du territoire. La figure populaire du *sertanista*, du *desbravador*, du *bandeirante*, du chasseur d'Indiens est toujours au Brésil symbole d'esprit pionnier et de bravoure. On excuse aujourd'hui les massacres d'alors au nom de la nécessaire expansion du territoire.

La présence des Jésuites dans les expéditions de reconnaissance destinées à convaincre les Indiens de descendre s'installer près des villages des colons, aux embouchures des fleuves, est rendue obligatoire par décret royal. Dans ces villages, appelés réductions, formés par les arrivées « volontaires » d'Indiens, les indigènes sont évangélisés, civilisés par le travail, souvent rémunérés, et réputés libres. Pour assurer leur survie, ces réductions font du commerce des *drogas do sertão* la base de leur économie. Les familles indigènes restent en otage dans les missions pendant que les hommes se livrent à l'exploitation des ressources naturelles du milieu : huiles et essences, caoutchouc, peaux, cacao, noix du Brésil, graines de *puxuri*, de *guarana*, de *cumarú*, fibres de *piassava*<sup>3</sup>... Des tentatives de plantation autour des missions sont entreprises avec succès pour la cannelle, le cacao, la salsepareille, la vanille. Les missions prospèrent ainsi, au grand dam des colons furieux de voir la richesse des missionnaires due à une concurrence déloyale dans l'accès à la main-d'œuvre.

Les Jésuites organisent la gestion de la ressource indigène en œuvrant pour sa préservation, en tant qu'espèce et en tant que ressource<sup>4</sup>, soustrayant les âmes à la rapacité des *sertanistas* et des colons et utilisant les hommes pour des activités productives de récolte des produits de la forêt, d'artisanat et d'agriculture. Il est légitime de se demander si cette *domestication* n'a pas contribué à faire disparaître la ressource *sauvage*.

L'opulence, probablement plus mythique que réelle, des réductions jésuites, leur attitude vis-à-vis de ces Indiens si convoités, les privilèges concernant l'exemption des taxes sur le commerce, les implantations de leurs réductions sur des zones sensibles de frontières entre le Brésil et l'Amérique espagnole, tout ceci aboutit à une guerre ouverte entre la Compagnie de Jésus et le marquis de Pombal. À la suite de nouveaux

<sup>3</sup> Pour l'histoire de l'exploitation de la piassava, voir MEIRA, 1993.

<sup>4</sup> L. EMPERAIRE et J.-P. LESCURE (1994) rappellent qu'il convient de distinguer, dans les discussions sur la viabilité d'une ressource, la pérennité de la ressource et la pérennité de l'espèce. La pérennité de la ressource s'apprécie en fonction de critères situés à l'interface de l'économique et de l'écologique (accessibilité, productivité de l'espèce exploitée, coût d'exploitation...). La ressource disparaît comme ressource, c'est-à-dire qu'elle est abandonnée, quand elle n'a plus d'intérêt économique. La pérennité de l'espèce, soit sa présence à des seuils compatibles avec son maintien et sa reproduction, s'évalue selon des critères biologiques et écologiques.

décrets déclarant libre l'Indien en 1755, Pombal signe le décret d'expulsion des Jésuites du Brésil en 1759 et instaure le monopole du commerce extérieur et de la navigation sur l'Amazone, octroyé à la compagnie de commerce du Grão Para et Maranhão. Malheureusement, ces décrets signent également la décadence de la capitainerie de São José do Rio Negro (l'actuel État d'Amazonas) : les missions jésuites périclitent, les Indiens sont pourchassés de plus belle...

Il ne fait pas de doute que l'Indien ait alors constitué une ressource, recherchée pour sa force de travail et pour la valeur marchande de celle-ci. Le contrôle social de la ressource s'est effectué rapidement par le biais de décrets royaux qui interdisent plus ou moins vigoureusement son exploitation, pour des raisons morales obéissant à des représentations de l'humanité et des devoirs civilisateurs incombant au colonisateur, et non pour des raisons de préservation biologique de la ressource. Si l'on excepte les trois grandes lois de libération totale de tous les Indiens (1609, 1680, 1755), les autres textes législatifs dissertent sans cesse sur la distinction à observer entre Indiens amis et Indiens ennemis, c'est-à-dire sur les moyens légaux pour contourner l'interdiction de s'approprier la ressource. L'esclavage légal est le destin naturel des Indiens ennemis. La liberté est garantie aux Indiens alliés pour peu que ceux-ci acceptent de vivre dans les réductions jésuites. La légitimité d'une guerre « juste » contre une tribu indienne, et donc l'autorisation de réduire ses membres en esclavage, est abondamment réglementée. Il faut qu'il y ait hostilité de la part de l'ennemi, des preuves de pratiques anthropophagiques, ou que la guerre soit indispensable pour assurer le salut des âmes d'une population rétive, pour justifier la mise en esclavage (PERRONE-MOISÉS, 1992 : 115-132). Par ailleurs, l'Indien « de corde », déjà esclave chez les Indiens, demeure naturellement esclave chez les colons, qu'il soit racheté ou obtenu en échange. Une partie des bénéfices tirés de la vente des esclaves, le quint, doit être alors versée à la Couronne portugaise.

## **Drogas et occupation du territoire**

Les *drogas do sertão* répondent aux demandes des pays européens en épices destinées à une consommation alimentaire portée vers les goûts forts (clou de girofle, cannelle, poivre, girofle) et médicinale (salsepareille contre la syphilis, huiles et essences diverses pour soigner les blessures...). La demande internationale pour ces produits est forte jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais l'Amazonie brésilienne, si ce n'est par l'activité des Jésuites, ne fut guère en mesure d'y répondre. Puis les goûts vont changer et les épices ne provoqueront plus de guerre. D'Amazonie s'exportent désormais le coton, le riz, le cacao, le café, toutes plantes mises en culture. L'acclimatation de plantes importées pour l'agriculture tropicale se développe.

Si la demande des marchés est faible, l'intérêt de l'Europe pour les richesses amazoniennes se manifeste essentiellement à travers les voyages des naturalistes qui se succèdent en Amazonie. Les intentions de ces voyages semblent autant géopolitiques que scientifiques. L'expédition d'Alexandre Rodrigues Ferreira (1783-1792), par exemple, est indiscutablement liée aux problèmes de démarcation de frontières entre les possessions américaines des royaumes espagnol et portugais, suite aux accords de Madrid (1756) et de Santo Ildefonso (1777), « le voyage philosophique et la démarcation étant deux aspects complémentaires d'un même processus d'investigation géographique et de connaissance scientifique » (Museu e Laboratorio Antropologico da Universidade de Coimbra, 1991 : 23).

La plupart des plantes encore exploitées aujourd'hui sont répertoriées dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. Le caoutchouc, par exemple, est connu des premiers voyageurs. Les Jésuites l'utilisent pour rendre étanches des fonds de récipient, pour imperméabiliser des vêtements ou des chaussures. La Condamine le décrit dans la relation de sa descente de la rivière des Amazones, lue à l'Académie des sciences de Paris en 1745. Au terme de son « voyage philosophique », le naturaliste Alexandre Rodrigues Ferreira fait parvenir à l'université de Coimbra pas moins de neuf espèces de gommes et résines élastiques. Il identifie alors très bien, parmi elles, *Hevea guianensis*, décrit quelques années auparavant par Aublet en Guyane française. Il recense aussi, comme espèces déjà répertoriées en Cochinchine, le jacquier, mis en culture, et la piassava, plante spontanée native proche d'un palmier déjà décrit. Il compare les mérites de la cannelle de Ceylan et des « fausses cannelles » brésiliennes (Museu..., 1991 : 44). Déjà, il semble hasardeux d'attribuer une origine unique aux plantes. Aux côtés des espèces locales, on note la présence de plantes disséminées par la circulation des hommes.

L'exploitation des *drogas do sertão* continue, désordonnée, prédatrice. Des voix s'élèvent pour protester et préconiser une intensification de l'agriculture. Déjà, certains observateurs s'inquiètent des pratiques qui font disparaître le pau-cravo (*Dicypellium caryophyllatum*), dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (BRUNO, 1966 : 58) et la salsepareille. Certains chiffres, difficilement vérifiables par ailleurs, font frémir. La graisse de tortue, utilisée alors pour l'éclairage, est l'un des principaux produits d'exportation de la capitainerie de São José do Rio Negro. En 1719, 192 000 livres sont exportées, soit, d'après les calculs de Silva Coutinho (cité par REIS, 1982 : 172), une quantité qui aurait exigé l'extermination de 24 millions de tortues<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> Menacées, les tortues sont aujourd'hui en Amazonie des espèces protégées. Leur graisse n'est plus recherchée, mais leur chair est devenue un plat d'autant plus luxueux que clandestin.

L'État colonial ne tente pas directement de réguler l'exploitation des ressources et se contente de lever les taxes, tout en encourageant le développement de l'agriculture. Les populations locales se soucient peu de préservation. On ne peut parler de contrôle social associé aux *drogas do sertão* ; censées être illimitées, elles sont en accès libre pour celui qui tente l'aventure. La régulation viendrait du marché. Car les modes et les besoins évoluent, la demande fléchit, anticipant la raréfaction du produit. La domestication et les produits de substitution se mettent rapidement en place quand il y a un intérêt économique marqué. La ressource disparaît généralement avant l'espèce. Les espèces menacées sont celles dont le mode d'exploitation vise une accumulation maximale de matière première brute exigeant l'abattage, comme pour les huiles essentielles, ou le ramassage systématique sans possibilité de régénération.

De cette époque, l'Amazonie garde un mode d'occupation du territoire. Les chasseurs d'Indiens, les missionnaires et les collecteurs des *drogas* ont été les agents du peuplement actuel<sup>6</sup>. Les noyaux d'habitation sont dispersés, au gré de la distribution des espèces naturelles et de leur cycle de production. Les localités se situent à l'embouchure des rivières et sont reliées au reste du pays selon les périodes de hautes et basses eaux. Les voies de circulation fluviale sont explorées. En 1742, on peut aller de Belem à Cuiaba par les fleuves, mais le pouvoir royal interdit le passage de crainte que les habitants du Para ne se précipitent vers les mines d'or découvertes dans le centre du Brésil. L'Amazonie est davantage liée à Lisbonne qu'à Bahia ou Rio.

## L'ARBRE QUI PLEURE

L'expulsion des Jésuites déstabilise l'activité régionale. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, des troubles politiques et des révoltes sociales liés au contre-coup de l'indépendance sont violemment réprimés et paralysent la région. Agriculture et élevage sont abandonnés. La population amazonienne se replie vers le littoral. Seules les *drogas do sertão*, dont l'huile de copaiba et la salsepareille, que les commerçants de Santarem envoient chercher auprès de villages indiens, maintiennent l'animation sur les fleuves.

## Des innovations créent offre et demande

Le caoutchouc était connu en Europe dès le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'économie s'y intéresse vraiment lorsque différents procédés tech-

<sup>6</sup> Analyse paradoxale dans la mesure où leurs actions ont contribué à dépeupler significativement la région de ses premiers habitants...

niques permettent de multiplier ses utilisations et lui confèrent un statut de plante stratégique. Fresneau découvre sa solubilité dans l'essence de térébenthine en 1762, puis tout s'emballa et des noms d'industriels deviennent indissociables de l'envolée du produit. Macintosh lance ses toiles caoutchoutées en 1823, Goodyear, en chauffant le caoutchouc avec du soufre, invente la vulcanisation en 1839.

Les exportations de caoutchouc passent de 30 tonnes en 1827 à 1 400 tonnes en 1850. Grâce à la navigation à vapeur, introduite sur l'Amazone à partir de 1853, il ne faut plus que huit jours pour aller de Belem à Manaus, alors qu'il fallait compter quarante jours à la saison sèche et trois mois en saison des pluies (BRUNO, 1966 : 141). L'Amazonie peut alors répondre à une demande internationale croissante.

Dunlop applique la vulcanisation aux pneus de bicyclette en 1888, Michelin aux pneus de voiture en 1895. Les exportations passent de 5 000 à 42 000 tonnes entre 1870 et 1912. Les prix s'envolent : c'est le boom du caoutchouc.

## Une nouvelle occupation du territoire

Pour les besoins de l'exploitation de cette nouvelle ressource, qui répond à la demande de l'industrie capitaliste étrangère des pneumatiques et de l'automobile, l'Amazonie se réorganise et connaît une nouvelle vague de peuplement. Les anciennes réductions sont repeuplées, de nombreux établissements sont fondés.

On connaissait l'Amazone par les affluents de sa rive gauche, supports des incursions espagnoles. Or, les hévéas se trouvent surtout sur sa rive droite. Au-delà du Rio Madeira, les bassins du Purus et du Jurua sont explorés et peuplés grâce aux paysans nordestins qui fuient la grande sécheresse de 1877. Les colonies agricoles ouvertes en Amazonie pour accueillir les Nordestins sont vite abandonnées pour le caoutchouc.

L'accélération de la pénétration de l'Amazonie, qui résulte de la recherche de caoutchouc, pousse le Brésil à régler ses conflits frontaliers. L'Amapa est gagné sur la Guyane française en 1900, l'Acre sur la Bolivie et le Pérou en 1903. Les derniers traités concernant les frontières amazoniennes sont signés en 1909.

Les figures centrales de l'Amazonie ne sont plus l'Indien, le chasseur d'Indiens ou le Jésuite. Celles-ci s'établissent en fonction de la « ressource Indien ». Elles s'établissent désormais en fonction de la « ressource caoutchouc ». Il s'agit alors du *seringueiro*, le saigneur d'hévéa (qui peut être indien). Les *seringueiros* forment la base d'une pyramide d'exploitation, composée de petits patrons *seringalistas*,



propriétaires déclarés des terres, et coiffée par le grand patron-exportateur. Le *regatão* est un commerçant qui dispose d'un bateau et explore les rives du fleuve à la recherche de terres à hévéas où il pourra établir les *seringueiros* qu'il aura recrutés pour son commanditaire. Le *seringueiro*, contrairement à l'Indien de la période précédente, ne constitue pas une ressource : il fait partie des civilisés et n'est pas natif de la forêt dans laquelle il ne saurait survivre seul. Avec lui, s'instaure un système de relations de travail : l'*aviamento*.

### Le contrôle des relations de travail : l'*aviamento*

La demande internationale a pu être satisfaite grâce à l'extension d'un système de relations de travail : l'*aviamento*. L'extraction du caoutchouc repose sur des producteurs, isolés dans de grandes portions de forêt, responsables des chemins le long desquels ils saignent les hévéas. L'accès au marché est monopolisé par le patron qui détient la maîtrise des fleuves, seules voies de communication. La légitimité du patron ne repose pas seulement sur la propriété de la terre et des hévéas, mais avant tout sur le contrôle de la commercialisation des produits. Le prix du voyage et le coût de subsistance du *seringueiro* en forêt sont avancés en nature, par un ensemble de biens de consommation courante, le *rancho*, pour être théoriquement remboursés par la livraison des produits. Il s'ensuit un système de dette perpétuelle, le prix de vente du caoutchouc, fixé par le patron, restant toujours inférieur au prix d'achat des biens de consommation que le *seringueiro* ne peut se procurer qu'auprès de son patron. Le travailleur, par un curieux retournement sémantique, devient le client, *freguês*, de son patron, et lui reste éternellement lié. Le fameux livre de comptes qui note, année après année, l'accroissement du solde négatif au profit du patron est un grand classique de la littérature amazonienne (FERREIRA DE CASTRO, 1988). Du travail forcé qui a causé l'extermination de 30 000 Indiens dans la vallée du Putumayo à la simple protection paternaliste, ce système a bien sûr connu des applications variables (LÉNA, 1992 ; GEFFRAY, 1992). Il a durablement structuré les relations sociales amazoniennes.

Grâce aux *regatões* et aux petits patrons qui leur servent d'intermédiaires et sont également leurs clients, les barons du caoutchouc drainent vers eux toute la production des fleuves. L'offre de caoutchouc est liée à la constitution de ces réseaux de clientèle, à la nécessité d'échange en nature, là où l'argent ne vaut rien, au fond de la forêt. La noix du Brésil et tous les fruits, fibres, gommés et résines, sous-produits et compléments de l'activité de récolte du caoutchouc, profitent des circuits de commercialisation et connaissent une impulsion à chacune des chutes de ce dernier.

## La propriété des espèces

La célèbre histoire du vol des semences d'hévéa, encore aujourd'hui évoquée au Brésil pour dénoncer la déloyauté de l'impérialisme et pour expliquer les difficultés du secteur, renvoie à des interrogations sur la propriété des espèces végétales.

Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les colonies anglaises d'Extrême-Orient cherchent un produit de remplacement pour le café en perte de vitesse, en particulier du fait de la forte concurrence de la production caféière brésilienne. Les botanistes anglais estiment alors que l'hévéa natif du Brésil est la plante la plus prometteuse. Le secrétaire de l'Indian Office demande à un aventurier, Wickham, d'envoyer à Londres des graines d'hévéa au tarif de 10 livres sterling le mille. En 1876, 74 000 graines sont ainsi embarquées pour l'Angleterre. Les colis pèsent 370 kg et, contrairement à une légende tenace, peuvent difficilement être cachés dans une peau de crocodile. Le chargement semble s'être déroulé très naturellement, sous la bienveillance des douaniers. Le règlement 643 des douanes brésiliennes stipulait en effet que « les produits destinés aux cabinets d'histoire naturelle collectés et conditionnés dans l'Empire par des professeurs envoyés expressément pour cela par des gouvernements ou Académies étrangères ou dûment accrédités par leurs agents diplomatiques ou consulaires seront expédiés sans ouvrir les emballages dans lesquels ils sont enfermés » (SERIER, 1993 : 16). Nombreux étaient les expéditeurs qui, à cette époque, exportaient dans le monde entier plantes et semences diverses.

L'affaire ne fera grand bruit que quarante ans plus tard... lorsque les premières récoltes de caoutchouc asiatique apparaissent sur le marché et que le Brésil, incapable de réagir pour soutenir la concurrence, voit chuter ses recettes d'exportation. Le qualificatif de vol est utilisé : le problème de la propriété du patrimoine biologique est posé.

## Le contrôle biologique

Avant l'engouement pour le caoutchouc, l'hévéa était couramment abattu pour le recueil du latex. Rapidement, les barons du caoutchouc imposent un autre type d'exploitation compatible avec la régénération de la ressource. L'arbre est alors saigné, en général deux fois par semaine et avec une période annuelle de repos. Tout l'art du *seringueiro* est de pratiquer les entailles qui permettront le meilleur rendement sans blesser l'arbre. Malheur à celui qui abîme l'arbre : le patron châtie lourdement les fautifs (FERREIRA DE CASTRO, 1988).

Ce sera la seule innovation. Les barons du caoutchouc ne consentent à aucun investissement pour améliorer la production. Les tentatives de plantation, d'amélioration des peuplements ou de gestion en forêt sont

rars. L'augmentation de la productivité est difficilement conciliable avec le système de l'*aviamento*, car le patron a intérêt à disposer d'un nombre toujours plus grand de clients pour maximiser ses bénéfices comme pour s'assurer le contrôle de son emprise territoriale. Le rapport à la forêt reste par ailleurs un rapport prédateur, dans le but d'un enrichissement immédiat à moindre capital investi.

La culture de l'hévéa semble très difficile : les hévéas réintroduits<sup>7</sup> pour plantation sont atteints du « mal des feuilles » qui apparaît lorsque la concentration d'hévéas sur une même parcelle est trop importante. Depuis la tentative de la compagnie Ford de planter des hévéas sur 1 million d'hectares en 1927, près de Belém, jusqu'aux derniers plans Probor des années 80, toute entreprise de plantation en Amazonie s'est soldée par un échec. Les relances de l'activité, pendant la Seconde Guerre mondiale ou après le choc pétrolier, ne donnent pas de résultats. Le Brésil devient importateur de caoutchouc naturel dès 1951. Alors que les industriels du sud du Brésil réussissent à produire le caoutchouc synthétique dont ils ont besoin, et, plus récemment, à planter les hévéas dans des zones plus au sud, le caoutchouc naturel devient un support de subvention pour les notables amazoniens (AUBERTIN, 1995).

Le caoutchouc offre un cas exemplaire de création culturelle d'une ressource. La fièvre du caoutchouc a été soutenue par les demandes de matières premières d'une industrie en expansion et par le développement de la navigation à vapeur. Elle a permis de repousser les frontières du Brésil et donné naissance à un mode original de relations de travail qui structure encore les relations sociales amazoniennes. La ressource a disparu, ruinée par la concurrence internationale, la synthèse du produit. L'actuelle montée en puissance du nouvel hévéa planté hors Amazonie se fait dans un contexte radicalement différent : il ne s'agit plus de la même ressource.

## LA FRONTIÈRE DE RESSOURCES

La création de Brasilia, présentée comme la synthèse des trente objectifs du *plano das metas* qui devait, pendant les cinq ans de la présidence de Juscelino Kubitchek, faire avancer le Brésil de cinquante ans, marque le début du projet géopolitique d'occupation de l'Amazonie. Brasilia, située dans le centre mythique du pays et au cœur d'un immense réseau routier en construction, est en effet présentée comme la pièce maîtresse du développement de l'intérieur brésilien.

<sup>7</sup> On peut faire remarquer que l'hévéa, plante native, ne peut être de ce fait réintroduit. Ce débat renvoie au mythe de la plante originelle et à la propriété des espèces. Les hévéas actuellement plantés dans l'État de São Paulo sont des clones d'origine asiatique...

Les gouvernements militaires (1964-1985) n'auront de cesse de poursuivre cette politique de contrôle du territoire. Le programme d'intégration nationale, le PIN, promulgué en 1970, repose sur la construction de grandes routes qui désenclavent l'ouest du pays et l'Amazonie, traditionnellement desservis par les fleuves. Pour peupler l'Amazonie, des plans de colonisation publique et privée, des crédits incitatifs à l'élevage et à l'industrie accompagnent le percement des routes. Les marges de la route transamazonienne, puis de la route Cuiaba-Porto Velho-Rio Branco et de la route Cuiaba-Santarem, sont quadrillées pour accueillir les colons. Pour réaliser leur volonté géopolitique, les dirigeants font largement appel au mythe de la frontière et des immenses ressources de l'Amazonie.

### La frontière : une ressource culturelle

Ces ressources ne proviennent pas de la demande des marchés nationaux ou internationaux, ni des caractéristiques du milieu amazonien. Les ressources naturelles de l'Amazonie, ce sont alors des réserves de terres réputées vierges, fertiles et non appropriées. Ces ressources sont supposées être illimitées et à la portée de tous les Brésiliens, dans un égalitarisme qui renvoie à la tradition des pionniers, à l'histoire de la formation du territoire brésilien.

On peut s'interroger sur l'existence concrète de cette ressource. Les terres du territoire du Rondonia appartenaient par définition à l'État fédéral et ont ainsi pu faire l'objet de distributions de lots agricoles par l'Inkra, l'Institut national de colonisation et de réforme agraire. Mais, devant l'ampleur des migrations, la distribution officielle des modules de 100 hectares dans les PIC (projets intégrés de colonisation) n'a pas suffi à répondre à la demande, et, très vite, l'action de l'Inkra s'est cantonnée à légaliser les invasions de terres. Dans l'État du Mato Grosso, les terres avaient déjà été vendues et revendues de nombreuses fois et les migrants ont dû recourir au marché et à des entreprises privées de colonisation pour acquérir un lot. Les migrants se heurtent par ailleurs aux limites des réserves forestières et des réserves indigènes. Les *grileiros*, les spéculateurs qui font commerce de terres aux titres de propriété douteux, sont nombreux. La disponibilité en terres accessibles est plus que réduite.

Mais, plus que l'accès à la terre, c'est la capacité du colon à se maintenir sur son lot qui constitue le problème le plus important. Les objectifs de la colonisation et la législation rurale attribuent subventions et titres de propriété suivant des critères de mise en valeur mesurés selon l'étendue de la surface défrichée. Les colons, mal encadrés dans un milieu qu'ils ne connaissent pas, après l'échec des plantations de cultures pérennes, se trouvent réduits à pratiquer une agriculture de

subsistance sur brûlis. Les sols se révèlent peu fertiles et fragiles. En l'absence de moyens techniques appropriés, la plupart des sols sont rapidement épuisés et ne sont plus aptes à supporter une activité agricole. Lorsque le front pionnier se stabilise, les colons tentent de vendre leur lot pour réaliser le capital qui leur permettra de payer leur dette, d'aller plus loin sur la frontière ou de rejoindre la ville. La plantation de pâturage pour l'élevage est la reconversion souhaitée, un but d'élévation sociale conforme aux modèles culturels et un bon moyen de se prémunir contre l'inflation par la détention d'un « capital sur pied ». Ces stratégies sont incompatibles avec le maintien de la forêt amazonienne. Elles constituent cependant les meilleures réponses aux contraintes du milieu, de la force de travail disponible, du manque d'infrastructures et de moyens financiers (LÉNA, 1992).

Les grandes étendues de terres vierges et vides d'hommes qui attendent le petit paysan brésilien n'ont pas de réalité concrète. C'est sur le plan idéologique, dans la manipulation du mythe de la frontière, que l'espace amazonien est présenté comme une ressource.

### **La frontière comme régulation sociale**

Car la frontière est bien autre chose qu'une périphérie à intégrer à l'économie nationale ; c'est une construction culturelle propre à la civilisation brésilienne, qui exprime les relations que les Brésiliens entretiennent avec leur territoire. La frontière, cet espace mythique à conquérir, est censée offrir au pays entier de nouvelles perspectives : croissance économique, solution de problèmes sociaux, maîtrise du territoire dans un sens nationaliste... (AUBERTIN et LÉNA, 1986). Le PIN puis les programmes de développement Polamazonia, Polonoroeste, Polocentro... affirment le pouvoir de l'État dans un projet qui doit ouvrir le pays à la modernité et recueillir l'adhésion nationale.

Les hommes et les produits amazoniens ne sont pas pris en compte, car les ressources désignées se confondent avec un espace en devenir où tout est possible, indépendamment des données du milieu. Ce sont des migrants et des espèces végétales importées qui occupent la frontière. Au-delà des visées géopolitiques, le but est de permettre l'expansion d'une agriculture peu capitalistique et d'offrir des emplois aux populations « excédentaires » des autres régions. On assiste donc à la reconduction de pratiques développées ailleurs par les migrants. L'aspect productiviste des opérations est marginal. Il y a bien de nouvelles tentatives pour cultiver le cacao, le café, le poivre, l'hévéa..., mais la production est faible et la méconnaissance de l'écosystème amazonien conduit à des échecs agricoles, des abandons et des ouvertures de nouveaux champs par de nouveaux déboisements, toujours plus loin dans la forêt.

La frontière est aussi le lieu de résolution des conflits nationaux. Les sécheresses cycliques du Nordeste ont toujours fourni leur contingent de main-d'œuvre migrante. Il faut rappeler qu'entre 1970 et 1980 la population rurale du Parana, ancien front pionnier du café, a perdu 1 200 000 personnes...

Les fronts pionniers amazoniens peuvent aussi s'analyser comme un formidable substitut de réforme agraire. Mais cette réforme effectuée dans des terres périphériques et peu fertiles ne dispose pas des bases économiques et sociales qui auraient pu assurer le développement d'une petite agriculture compétitive. La production agricole due aux fronts pionniers est peu significative par rapport à celle obtenue, dans la même période, par l'intensification et la modernisation de l'agriculture dans les régions anciennement occupées du sud. De la même façon, la croissance démographique des fronts pionniers est négligeable par rapport au courant migratoire qui se dirige vers les grandes villes du pays.

### **Ressource mythique contre ressource forestière**

Trois millions de personnes ont migré en Amazonie entre 1970 et 1991. D'après la Banque mondiale, au total, 10 % des quatre millions de kilomètres carrés de la forêt amazonienne auraient été défrichés jusqu'en 1990, des centaines de milliers de kilomètres de routes et de pistes ont été ouverts.

Le gouvernement militaire a envoyé des agriculteurs conquérir le territoire. Pourtant, dans les grandes fermes comme sur les fronts de colonisation, partout c'est l'élevage bovin qui accapare l'espace. La colonisation de l'Amazonie s'est faite pour le bœuf. Cette occupation du territoire, fortement organisée par l'État, réoriente les activités amazoniennes traditionnellement organisées autour des fleuves.

Une nouvelle Amazonie est ainsi créée : l'Amazonie des routes où l'espace s'organise sans continuité, selon un mode réticulaire, directement reliée au centre du pays. Ses acteurs sont le colon, le bœuf et l'organisme public ou privé d'encadrement agricole. L'objectif géopolitique est atteint.

Pourtant, la population, dans sa grande majorité, ne parvient pas à vivre décemment de la terre. Aucune structure productive « durable » ne semble se mettre en place. Le coût écologique est très lourd. Le mythe des terres vierges a été le moteur de la destruction d'une partie de la forêt amazonienne sans contrepartie productive.

## BIODIVERSITÉ ET SOCIODIVERSITÉ

### **Les ressources écologiques : un duel Nord-Sud**

Sur la scène internationale, le Brésil est montré du doigt pour les dommages que sa politique amazonienne a fait subir à « la dernière grande forêt tropicale » et aux populations amérindiennes. Le pillage de l'Amazonie est dénoncé (EGLIN et THÉRY, 1982). Une controverse peu scientifique assimile l'Amazonie au poumon vert de la planète. L'Amazonie semble concentrer les enjeux écologiques mondiaux.

La riposte brésilienne consiste à dénoncer, une fois de plus, l'ingérence étrangère sur l'Amazonie et à situer le débat sur un terrain d'affrontement entre pays industrialisés et pays pauvres. L'énorme dette extérieure de plus de 100 milliards de dollars constitue la pièce maîtresse de cette contre-attaque. La défense de l'environnement, le droit au développement économique, les relations Nord-Sud sont alors embrassés dans un même discours. On parle de la dette écologique que les pays industrialisés pollueurs devraient rembourser aux pays du Sud. Alain LIPIETZ (1990) démonte un nouveau mythe amazonien dont il résume la curieuse chaîne de causalité : le poids social de la dette (forcément injuste) est responsable du fait que les petits agriculteurs sont obligés de brûler l'Amazonie pour survivre, et ces déboisements sont responsables de l'aggravation de l'effet de serre (même si les scientifiques s'interrogent encore)... Un système est théoriquement mis en place où des associations écologiques internationales rachètent, avec une forte décote, des titres de la dette brésilienne qu'ils investissent dans des projets susceptibles de protéger l'Amazonie. En fait, ce système semble n'avoir fonctionné que dans les déclarations d'intention.

Le Sommet de la Terre, qui se tient à Rio de Janeiro en 1992, est le lieu d'expression de ces conflits. On assiste à une surenchère dans la caricature. La convention sur la diversité biologique est exemplaire. Les pays du tiers monde, riches en biodiversité, s'opposent aux pays industrialisés riches en technologie. Le débat sur la conservation et la protection des écosystèmes est détourné au profit d'une optique marchande. De la notion éthique de patrimoine commun de l'humanité, à préserver dans la solidarité planétaire, on est arrivé à la conception marchande de ressources génétiques que chaque État se réserve le droit de valoriser (LÉVÊQUE, 1994). Les ressources génétiques, indissociables de l'histoire et du travail des hommes, n'ont désormais de valeur que comme matière première. Cette matière première doit être valorisée par un brevet, passage obligé pour la transformation qui la fera accéder au statut de marchandise (DUPRÉ, 1996). Les espèces « sauvages » sont devenues des biens collectifs planétaires. Il ne s'agit plus de domestiquer un produit, mais de sélectionner des clones remarquables et de breveter leur utilisation industrielle. Il ne s'agit plus, dans le cadre des appels d'offres

en direction des scientifiques, de mieux connaître pour mieux protéger l'écosystème amazonien, mais d'organiser politiquement et juridiquement le partage des résultats de la recherche et du développement basés sur des ressources génétiques, et le partage des bénéfices provenant de l'utilisation commerciale ou autre des ressources génétiques<sup>8</sup>.

Le développement des biotechnologies, capables de transformer le vivant en marchandise, conduit à considérer la diversité biologique comme source de science, de technologie, de pouvoir. L'écotechnie devient discipline universitaire. La biodiversité est érigée en nouvelle ressource naturelle mondiale.

### Amazonie, lieu de toutes les richesses

Dans ce contexte, l'Amazonie se présente, une fois de plus comme un eldorado. Cette image est revendiquée par les Brésiliens eux-mêmes, avec un certain lyrisme. Ricardo ARNT (1994 : 13) écrit : « ... avec 3,5 millions de kilomètres carrés de forêts tropicales, le Brésil est le pays le plus riche du monde en biodiversité ; il possède 30 % des forêts qui abritent 50 % des espèces, trois fois plus que l'Indonésie, le second pays le plus riche. Moins de 1 % des plantes tropicales ont été étudiées pour leur potentiel. En termes de prospection chimique, l'Amazonie peut être pour la biotechnologie au XXI<sup>e</sup> siècle ce que la péninsule arabique est pour le pétrole au XX<sup>e</sup> siècle ».

Plus nuancée, Bertha BECKER (1993) énumère les avantages de l'Amazonie dans le monde du futur. En premier lieu, l'Amazonie, milieu tropical encore peu touché par l'homme, se présente comme un immense réservoir de biodiversité, stock pour la biotechnologie. Les gènes et les molécules de ce matériel inconnu, mais prometteur, seraient potentiellement utilisables pour faire évoluer le patrimoine génétique des plantes cultivées de la planète.

En deuxième lieu, au moment où l'on s'interroge sur de nouvelles relations entre l'homme et son milieu, l'Amazonie peut se targuer de présenter une importante sociodiversité. Indiens, *caboclos*, *seringueiros*, colons... sont porteurs d'autant de cultures, d'organisations sociales et d'activités économiques originales qui sont autant de modes différents pour composer avec la nature.

Enfin, l'Amazonie est parcourue de multiples réseaux d'échange qui lui donnent un rôle stratégique. Il ne s'agit pas seulement de l'important équipement territorial — routes, fleuves, télécommunications... qui offrent les infrastructures nécessaires à la production — ni des liaisons

<sup>8</sup> Pour reprendre les termes d'un récent appel d'offres de la Communauté européenne relatif à la convention sur la diversité biologique.



que les grandes sociétés minières ont établies, reliant l'Amazonie aux marchés internationaux. Les multiples stratégies territoriales des groupes opposés à la planification de l'État et leurs luttes pour la terre et la dignité ont permis aux populations amazoniennes de trouver des relais en dehors des frontières. Des groupes de *seringueiros* et d'Amérindiens sont directement en contact avec des groupes de pression internationaux. L'Amazonie possède ainsi une multitude d'espaces très diversifiés, ouverts sur le monde extérieur et susceptibles de mettre en valeur leur propre biodiversité.

### Conditions d'usage : marché et identité

Mais quelles sont aujourd'hui les conditions réelles d'usage de la ressource biodiversité ? On s'aperçoit que cette biodiversité est encore largement potentielle. C'est-à-dire qu'elle est supposée se trouver dans des lieux reculés où justement les hommes n'ont pu la mettre en valeur. Les recherches en biotechnologie sont certes en plein développement, mais leurs applications n'utilisent encore qu'un nombre restreint d'espèces sauvages méconnues. Aussi, s'il faut citer des exemples d'usagers de la biodiversité, on cite soit les usagers de la forêt, soit les grands groupes pharmaceutiques.

Le concept de biodiversité, raccourci pour diversité biologique, est un concept étranger à ceux qui, en forêt, ont toujours fait usage de cette biodiversité. Ses promoteurs en sont les acteurs du monde industriel : ONG, participants des négociations internationales, compagnies pharmaceutiques... Le concept est mal défini et support de toutes sortes de représentations. Pour certains, la biodiversité consiste à exploiter durablement un écosystème et se confond avec un système de production agroforestier. Pour d'autres, la biodiversité recouvre l'ensemble du monde vivant, virus et bactéries compris, mais également gènes et molécules. C'est un mot d'ordre politique pour les uns, un enjeu commercial pour les autres...

Peu d'études économiques se sont jusqu'alors intéressées à la façon dont les populations de la forêt se comportaient avec leur environnement, celles-ci étant, par définition, des populations jugées arriérées au regard des critères du développement économique et la notion d'environnement n'ayant intégré que très récemment le vocabulaire économique<sup>9</sup>. Les projets de développement visaient au contraire à promouvoir un nombre très limité de cultures commerciales non forestières, nécessitant de grands espaces défrichés, la mécanisation et l'emploi d'engrais et de pesticides. Le mouvement est, théoriquement,

<sup>9</sup> L'anthropologie économique, qui a traité ces questions, n'est pas reconnue par le courant dominant des économistes et des décideurs.

aujourd'hui inverse et les activités traditionnelles de cueillette des produits de la forêt pratiquées par les *seringueiros*, les Indiens ou des *caboclos* sont supposées dotées de toutes les vertus et savoirs écologiques. Du fait de la faible pression démographique sur les espaces exploités (le champ d'action d'un *seringueiro* varie de 300 à 500 hectares) et de l'usage exclusif de la force de travail humaine sans recours au défrichement, les activités de cueillette sont en effet jugées non prédatrices pour l'environnement<sup>10</sup>.

Les réserves extractivistes, comme les réserves indigènes, sont désormais considérées comme des lieux privilégiés d'expérimentation sociale et environnementale. De fait, l'arsenal juridique et l'encadrement mis en place par les acteurs institutionnels (bureaucrates et ONG) ont tendance à imposer des normes de relations à la nature très strictes, selon une image du paradis originel, souvent contraires aux représentations et aspirations de ces sociétés. Aujourd'hui, pour se faire entendre, le « peuple de la forêt » doit s'appropriier le discours écologique. La délimitation d'une réserve indigène ou d'une réserve extractiviste est, au-delà d'un moyen d'accéder à la sécurité foncière, une condition politique d'existence pour les populations menacées par l'avancée de la frontière. Il faut alors que celles-ci s'accommodent de l'identité de référence fournie, clés en main, avec la réserve. L'Indien est censé être un écologiste spontané, vivant en harmonie avec son environnement, alors que la notion même d'environnement, créée par la logique économique marchande, est étrangère à sa cosmologie où nature et culture sont indissociées (ALBERT, 1993 : 366). Le *seringueiro*, quant à lui, devient un défenseur de la nature, alors qu'il se bat d'abord pour une réforme agraire et le droit de devenir un agriculteur brésilien comme un autre (AUBERTIN et PINTON, 1993).

Dans tous les cas, la logique marchande prime. Ces réserves doivent être intégrées au marché. La lutte pour la reconnaissance des droits sur la terre doit s'accompagner de preuves montrant que l'usage de la terre est compatible avec le développement durable et la préservation de l'environnement. Les ONG écologiques ou les projets financés sur fonds internationaux exigent une justification écologique, voire l'assurance d'une rentabilité économique « durable » pour prendre en charge la défense des intérêts territoriaux des minorités. Les ONG se transforment en entreprises marchandes et mettent en place des circuits de commercialisation où l'argument de vente repose sur des produits affi-

<sup>10</sup> Les études en cours montrent que les effets de la cueillette marchande — l'extractivisme — sur l'environnement doivent être nuancés selon la distribution et le statut de l'espèce végétale concernée, les caractéristiques de son marché, l'histoire des groupes sociaux usagers et la situation foncière (LESCURE *et al.*, 1994). De ce fait, quels que soient les rendements théoriques d'une gestion rationnelle sur le long terme de l'extractivisme, il est impossible de préconiser l'extension de ce système d'exploitation et d'occupation à l'ensemble de la forêt amazonienne.

chés comme produits écologiques, récoltés artisanalement par des producteurs traditionnels, garants de la préservation de la biodiversité.

Au plan national, la situation n'a concrètement pas beaucoup changé. Le gouvernement brésilien a beau jeu de faire remarquer qu'il n'a pas attendu la vague écologique pour créer des parcs nationaux (Itatiaï est créé en 1939) et des réserves indigènes (dont les premières ont été délimitées par le SPI, Service de protection des Indiens, dans les années 1910). Pourtant, aujourd'hui, après le Sommet de la Terre, les actions du ministère de l'Environnement et de l'Amazonie et de l'Ibama, l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables, ne parviennent pas à contenir les effets de la poursuite des grands projets d'aménagement, avec ouverture de routes et dévastation de la forêt. La politique étatique et les projets militaires comme la Calha Norte poursuivent l'intégration territoriale. Les sociétés d'encadrement agricole préconisent toujours une agriculture industrielle. Les réserves extractivistes, malgré leur aspect symbolique, ne sont qu'un phénomène marginal, elles ne concernent que 1 % de la population rurale sur moins de 1 % de l'Amazonie brésilienne. Le terme de réserve est d'ailleurs éloquent : il témoigne du caractère exceptionnel de cette forme, avant tout juridique, d'occupation territoriale au sein d'un mouvement général.

L'appel au marché se retrouve dans les enjeux des négociations internationales. Des contrats commerciaux s'établissent entre groupes industriels et États. L'exemple abondamment cité (LÉVÊQUE, 1994 ; ARNT, 1994) est celui qui lie la firme multinationale Merck à l'Institut national de la biodiversité du Costa Rica. La firme a payé le droit d'analyser des plantes à des fins de recherche pharmaceutique et s'engage à reverser au pays des redevances sur les produits développés à partir des ressources ainsi collectées. Dans ce contexte de monétarisation des résultats de la recherche, les chercheurs, dont les avis sont largement recherchés localement pour appuyer les demandes d'ouverture de réserves, sont l'objet de suspicion au niveau national.

Les nouveaux acteurs qui défendent la ressource biodiversité sont alors les organisations non gouvernementales, les institutions internationales qui négocient les contrats et brevets... et, sur place, les sociétés traditionnelles qui affirment leurs droits et leurs identités en revendiquant leur rôle dans la gestion de la ressource. L'espace qui en résulte met en superposition, ou en confrontation, l'espace de la mondialisation des échanges marchands avec la création d'enclaves où l'homme, quand il est toléré, est censé entretenir un rapport harmonieux avec la nature.

## LA RESSOURCE AMAZONIE

La description et l'histoire des différentes ressources naturelles amazoniennes évoquées ici renvoient à des constantes.

Depuis cinq siècles, l'Amazonie est le lieu de tous les possibles. Les ressources fabuleuses qu'elle est censée receler restent toujours illimitées, porteuses de grands pouvoirs... qu'il reste souvent à découvrir. Faut-il vraiment rappeler que l'Amazonie (région Nord) est une région pauvre et sous-peuplée ? Qu'elle détient les plus tristes records du Brésil en matière de santé ? Que ce ne sont pas les fabuleuses richesses naturelles amazoniennes qui font aujourd'hui la richesse économique du Brésil, mais bien l'industrie de la région Sud et la culture de plantes comme le café, le soja, les oranges, la canne à sucre... ? Toutes plantes importées pour lesquelles les pays d'origine ne reçoivent aucune redevance.

Les ressources naturelles amazoniennes jouent un rôle déterminant dans la formation de l'identité brésilienne. La figure emblématique du *bandeirante*, l'histoire édifiante du vol des semences d'hévéa, l'appel à repousser la frontière et à se défendre contre l'impérialisme du Nord sont autant d'éléments toujours actifs du consensus national. La fascination qu'exerce depuis toujours l'Amazonie sur les Européens a, par ailleurs, tendance à conforter ce sentiment national. Elle permet au Brésil de dénoncer périodiquement les complots internationaux, amalgamant les dénonciations contre la destruction des communautés amérindiennes ou de la forêt avec les programmes de recherche scientifique ou les visées impérialistes du Nord<sup>11</sup>.

L'exploitation des ressources a été le moteur de l'occupation de l'Amazonie. La recherche des Indiens et des *drogas*, puis du caoutchouc, a accéléré la connaissance des fleuves et l'établissement des marques frontalières. L'appel à la colonisation et l'ouverture de la frontière de ressources se sont accompagnés d'un peuplement en lots quadrillés le long de grandes routes, d'une occupation en noyaux urbains, en réseaux, sans espace de vie continu. L'ère de la biodiversité risque de multiplier les espaces fragmentés, enclaves écologiques, réserves extractivistes, indiennes ou naturelles, reliés aux communautés scientifiques ou aux organisations non gouvernementales internationales sans échanges avec leurs contextes régionaux.

Malgré des dénominations différentes, *eldorado*, enfer vert, poumon de la planète, réservoir de biodiversité, les images de l'Amazonie ne changent guère. Les nouvelles perceptions de l'environnement conduisent à nouveau, aujourd'hui, à considérer les Indiens comme une ressource, non plus de la forêt comme du temps des *bandeirantes*, mais de la socio-diversité. L'Amazonie reste toujours un lieu mythique peuplé de créatures bizarres (les derniers Indiens, les *seringueiros*) susceptibles de

<sup>11</sup> Cette attitude, largement répandue chez les gouverneurs des États amazoniens comme chez les politiques et intellectuels brésiliens, date de la colonisation. Elle est exemplairement argumentée dans le livre d'Arthur REIS, *L'Amazonie et la convoitise internationale* (1982).

donner des leçons pour vivre en harmonie avec la nature, et qu'il faut préserver, dans des réductions hier, dans des réserves aujourd'hui. Les *drogas do sertão* sont redécouvertes à la lumière de la biodiversité, le caoutchouc et la noix du Brésil sont remis à l'honneur dans les réserves extractivistes. Le *seringueiro* anciennement victime et prédateur de son milieu est cependant devenu le champion de l'environnement.

On ne peut qu'être étonné de la persistance et du renouvellement, au cours des temps, du mythe amazonien. Tout au long de l'histoire et sous des représentations différentes, c'est sans doute l'Amazonie elle-même, étrange Ailleurs où l'homme croit encore pouvoir se mesurer avec la nature, qui s'est confondue avec ces ressources naturelles tant convoitées.

Le débat sur les ressources naturelles renouvelables renvoie aux représentations que chaque société se fait, à un moment donné, de la place et des besoins de l'homme sur son espace de vie. L'usage de l'expression *ressource naturelle renouvelable* est récent et sujet à controverse si on l'applique à d'autres époques que la nôtre. Il s'impose à un moment où l'on s'aperçoit que ces ressources naturelles, que la science économique ne prenait pas en compte car elles étaient censées être gratuites et inépuisables, deviennent, par le jeu du développement industriel et des échanges internationaux, un nouvel enjeu économique. La « théorie » du développement durable marque le temps où le monde industriel invente l'environnement comme marchandise.

## BIBLIOGRAPHIE

- ALBERT (B.), 1993 — L'Or cannibale et la chute du ciel. Une critique chamannique de l'économie politique de la nature. *L'Homme*, 126-128, 38 (2-4) : 349-378.
- ARNT (R.), éd., 1994 — *O destino da floresta : reservas extrativistas e desenvolvimento sustentavel na Amazônia*. Rio de Janeiro, Relume-Dumara, 276 p.
- AUBERTIN (C.), 1995 — Les réserves extractivistes : un nouveau modèle pour l'Amazonie ? *Natures, Sciences, Sociétés*, 3 (2) : 102-115.
- AUBERTIN (C.), LÉNA (P.), éd., 1986 — Frontières : mythes et pratiques (Brésil, Nicaragua, Malaysia). *Cah. Sci. hum.*, 22 (3-4) : 86.
- AUBERTIN (C.), PINTON (F.), 1993 — *Rapport de mission à Carauari (AM) : le pouvoir local face à l'exploitation des ressources naturelles*. Programme Inpa/Orstom « Extractivisme en Amazonie centrale », contrat Unesco, 19 p.
- BECKER (B.), 1993 — « A Amazônia pos Eco-92 : Por um desenvolvimento regional responsavel ». In Bursztyn (M.), org. : *Para pensar o desenvolvimento sustentavel*, São Paulo, Brasiliense : 129-143.
- BRUNO (E. S.), 1966 — *Historia do Brasil. I- Amazônia*. São Paulo, Editora Cultrix, 226 p.

- DUPRÉ (G.), 1996 — Y a-t-il des ressources naturelles ? *Cah. Sci. hum.*, 32 (1) 96 : 17-27.
- EGLIN (J.), THÉRY (H.), 1982 — *Le pillage de l'Amazonie*. Paris, édit. François Maspéro, Petite collection, n° 266, 201 p.
- EMPERAIRE (L.), LESCURE (J.-P.), 1994 — Extractivisme et conservation de la biodiversité au Brésil. *Journal d'agriculture traditionnelle et de botanique appliquée*, 36 (1) : 173-186.
- FERREIRA DE CASTRO, 1988 — *Forêt vierge*. Paris, Grasset, coll. Les cahiers rouges, n° 95, 286 p. (traduc. de Blaise Cendras).
- GEFFRAY (C.), 1992 — La dette imaginaire des collecteurs de caoutchouc. *Cah. Sci. hum.*, 28 (4) : 705-725.
- GEFFRAY (C.), à paraître — « Production et reproduction sociale chez les Indiens d'Amazonie ». In Schlemmer (B.), éd. : *Sur les terrains de Claude Meillassoux*.
- LÉNA (P.), 1992 — Expansion de la frontière économique, accès au marché et transformation de l'espace rural en Amazonie brésilienne. *Cah. Sci. hum.*, 28 (4) : 579-601.
- LESCURE (J.-P.), PINTON (F.), EMPERAIRE (L.), 1994 — « People and forest products in central Amazonia : the multidisciplinary approach of extractivism ». In Clüsener-Godt (M.), Sachs (J.), éd. : *Extractivism in the Brazilian Amazonia : Perspectives on regional development*, Paris, Unesco, MAB Digest 18 : 58-88.
- LÉVÊQUE (C.), 1994 — Le concept de biodiversité : de nouveaux regards sur la nature. *Natures, Sciences, Sociétés*, 2 (3) : 243-254.
- LIPIETZ (A.), 1990 — Écologie et développement : l'Amazonie, mythe français. *Cahiers du Brésil contemporain*, 11 : 5-16.
- MEIRA (M.), 1993 — *O tempo dos patrões. Extrativismo da piaçava entre os índios do rio Xié (Alto Rio Negro)*. Dissertação de mestrado, Dpt. Ciências sociais, Instituto de filosofia e Ciências humanas, Unicamp, São Paulo.
- MOSCOVICI (S.), 1974 — *Hommes domestiques et hommes sauvages*. Paris, UGE, coll. 10/18, n° 894, 312 p.
- Museu e Laboratorio Antropologico da Universidade de Coimbra, 1991 — *Mémoria da Amazonia, Alexandre Rodrigues Ferreira e a Viagem Philosophica pelas Capitamias de Grao-Para, Rio Negro, Mato Grosso e Cuyaba 1783-1792*. Porto, 267 p.
- PERRONE-MOISÉS (B.), 1992 — « Indios livres e indios escravos ». In Carneiro da Cunha (M.), org. : *Historia dos índios no Brasil*, São Paulo, Companhia das letras Fapesp/SMC, 612 p.
- REIS (A. C. F.), 1982 — *A Amazônia e a cobiça internacional*. Manaus, Civilização brasileira/Suframa, 213 p.
- SERIER (J.-B.), 1993 — La légende de Wickham ou la vraie-fausse histoire du vol des graines d'hévéa au Brésil. *Cahiers du Brésil contemporain*, 21 : 9-19.
- SIMONSEN (R.), 1978 — *Historia economica do Brasil (1500-1820)*. São Paulo, Companhia Editora nacional, 475 p.